

Un enseignement supérieur privé qui fait profit des peurs étudiantes

Alors que des discussions sont lancées dans le cadre d'un projet de loi visant à mieux réguler l'enseignement supérieur privé, la journaliste et documentariste Claire Marchal vient de publier un ouvrage au titre intrigant : « Le Cube »¹, résultat de deux ans d'enquête sur le groupe Galileo Global Education² s'appuyant sur des témoignages, des sources et des documents confidentiels.

Propos recueillis par **ANNE ROGER**,
cosecrétaire générale

Pouvez-vous nous resituer le propos de votre ouvrage ?

Le livre est parti au départ, il y a deux ans, d'un constat qui est que la part des effectifs d'étudiant-es inscrit-es dans le privé a quasiment triplé ces quinze dernières années en France. Cette croissance a été notamment favorisée par celle des effectifs dans l'enseignement supérieur privé lucratif. Mon envie était donc de comprendre pourquoi les étudiant-es s'inscrivent de manière de plus en plus massive dans ces établissements et de repérer quels sont les grands groupes qui détiennent ces écoles privées lucratives. Il s'agissait aussi de comprendre quelles étaient les conditions d'accueil des étudiant-es et les conditions de travail des salarié-es et des intervenant-es dans ces établissements.

Que retenir-vous concernant les conditions d'études ?

J'ai pu avoir accès à un document interne qui compile des dizaines de milliers d'avis d'étudiant-es sur leur expérience, une gigantesque enquête de satisfaction. On ressent une grande détresse dans les témoignages. Ce qui ressort est que les étudiant-es ont le sentiment de ne pas être écouté-es par les équipes de direction de leurs écoles. Ils et elles formulent de nombreuses critiques : classes surchargées, manque de sélection à l'entrée, d'où des niveaux très hétérogènes, désorganisation générale des administrations des établissements,

manque de matériel, enseignant-es souvent peu formé-es et/ou peu expérimenté-es, turnover important, absence d'espace de dialogue avec eux, logiciels obsolètes et, in fine, le sentiment d'avoir payé très cher pour un service déficient. Cela a également des incidences sur leur insertion professionnelle, car ils n'obtiennent pas forcément le niveau attendu à la fin des études, et parce qu'il y a finalement trop d'étudiant-es sur les niches sur lesquelles prospèrent ces écoles.

Mais alors, pourquoi tant de candidatures malgré ces réalités ?

L'ignorance de la réalité est une première explication. Les étudiant-es en fin d'études ne communiquent pas publiquement sur les dysfonctionnements rencontrés dans les écoles pour éviter de déqualifier leurs diplômes, car ils constituent une carte de visite pour trouver un débouché professionnel. Ces écoles ne sont pas sur Parcoursup. Elles surfent sur l'angoisse des étudiant-es face à leur orientation, l'anxiété devant la machine Parcoursup, la peur de se tromper, de se retrouver sans formation. Dans les salons étudiants, les représentants des écoles privées lucratives jouent avec efficacité sur cette peur et promettent une inscription sécurisée, sous réserve d'un acompte dès janvier. Par ailleurs, ils font miroiter aux futur-es étudiant-es des conditions de travail idylliques, un suivi étroit, des droits d'inscription payés par les fonds publics dans le cadre de l'apprentissage. Il n'en faut pas plus pour attirer des jeunes de 18 ans quand l'université publique traîne une image négative d'échec.

« On ressent une grande détresse dans les témoignages. »

1. Claire Marchal, *Le Cube. Révélation sur les dérives de l'enseignement supérieur privé*, Flammarion, 384 p., 22 €.

2. Galileo Global Education est un groupe d'enseignement supérieur à but lucratif, qui regroupe aujourd'hui 61 écoles et près de 240 000 étudiant-es dans le monde.

Qui sont les enseignant-es dans ces écoles ?

Il y a plusieurs catégories d'enseignant-es. Certain-es sont expérimenté-es et étaient déjà présent-es avant le rachat de leur école par Galileo. Mais les nouveaux-elles sont de plus en plus recruté-es en CDD, notamment dans les formations d'art, de design, les jeux vidéo, la mode, etc. On y trouve beaucoup de professionnel·les précaires dans leur domaine qui font plusieurs dizaines

d'heures de cours pour combler leurs fins de mois, ou encore des étudiant-es qui reviennent faire des heures.

Il y a aussi des jeunes chercheur·ses qui ont eu des difficultés pour trouver un emploi après avoir fait leur postdoc et viennent en chercher un dans le privé, car l'université publique ne leur offre pas de postes. Dans l'enseignement supérieur lucratif privé, il n'y a pas de recherche ou très peu, donc ces jeunes font surtout beaucoup d'enseignement.



© Quentin Houdas/Flammarton

La journaliste et documentariste Claire Marchal.

Pouvez-vous caractériser l'enseignement supérieur privé à but lucratif ?

L'enseignement supérieur privé à but lucratif renvoie à des sociétés privées, anonymes, qui ont des objectifs de rentabilité et de profit. Chez Galileo, la stratégie économique semble tourner autour du « cube », un logiciel d'analyse des performances des écoles du groupe, qui recense les inscriptions et l'évolution des effectifs en temps réel : chaque étudiant ou étudiante rapporte entre 6 000 et 10 000 euros par an, c'est-à-dire le prix annuel de la formation. Si le cube passe au rouge, cela se traduit par des mutualisations de classes, la suppression de demi-groupes, le gel des recrutements, la suppression de matériel, etc., pour

retrouver rapidement une marge bénéficiaire. Si le cube est vert, cela signifie qu'on fait de la croissance. Les écoles sont des entreprises à rentabilité. La question qui se pose est de savoir jusqu'où peut-on aller quand on fait de l'enseignement. L'objectif de rentabilité peut prévaloir sur l'objectif de formation. Or, Galileo, comme l'ensemble de l'enseignement supérieur lucratif, bénéficie de beaucoup de crédits publics – 130 millions en 2022

au total pour Galileo ! –, alors qu'il appartient à des fonds de pensions, notamment canadien ou français (Groupe Bettencourt).

Y a-t-il une évaluation publique de l'utilisation des crédits publics dont disposent ces écoles ?

Il existe des contrôles exercés par France compétences, mais les audits sont fournis par les écoles...

La sortie du livre a entraîné la convocation du PDG de Galileo Global Education par la ministre Elisabeth

Borne et une inspection interministérielle (Éducation et Travail) a été annoncée pour mettre fin à l'opacité du système. J'ai reçu de nombreux témoignages d'étudiant-es, de familles et de salarié-es qui n'ont plus peur de témoigner et disent se sentir moins seul-es. Un projet de loi pluripartisan vise à une régulation accrue de l'enseignement supérieur lucratif. Car, pour les écoles privées, les classes populaires et les zones excentrées représentent juste un nouveau marché à conquérir. Des groupes ont vu le jour sur les réseaux sociaux et mettent au jour les dérives. On peut citer le groupe #Balancetonecoledanim sur Instagram, qui regroupe plus de 6 000 personnes depuis le 14 mars. ■

« Les classes populaires et les zones excentrées représentent juste un nouveau marché à conquérir. »

